

AGENDA

SOLIDARITE AVEC LES MAIRES D'HIROSHIMA ET DE NAGASAKI

La campagne lancée par l'assemblée de Mons rencontre un écho très favorable auprès de nombreuses communes de Wallonie et de Bruxelles. Il s'agit d'obtenir une large adhésion des bourgmestres à la Déclaration du Maire d'Hiroshima **qui propose un plan d'action pour un désarmement nucléaire complet en 2005 à l'ONU.**

Chacun de nous peut prendre l'initiative dans sa commune : contacter le Bourgmestre, le Collège des échevins ou le Conseil communal pour qu'ils se solidarisent avec la Déclaration du Maire d'Hiroshima s'ils ne l'ont pas encore fait.

Pour toute information, s'adresser à Pierre Piérart (02/376.10.93) ou par e-mail à info@csotan.org

FORUM SOCIAL EUROPEEN A LONDRES LES 15-16-17 OCTOBRE 2004-10-03

A l'occasion de ce Forum Social, le Comité Surveillance Otan participe à un séminaire avec le Balkan Anti-Nato Center sur le thème « Pour une Europe sans OTAN, sans armée européenne et sans Bases US ».

8^{ème} COURSE POUR LA PAIX A YPRES LE 23 OCTOBRE 2004-10-03

La 8^e course pour la Paix sera organisée cette année encore à Ypres, le 23 octobre prochain. On peut y prendre part en courant, en se promenant à pied ou avec un véhicule. La journée se clôturera par un programme informatif et culturel.

Pour s'inscrire : bianca@vredesloop.be

PROCHAINE ACTION BOMSPOTTING LE 27 NOVEMBRE 2004

L'asbl Bomspotting et le Forum Voor Vredesactie continuent leur action pour le désarmement nucléaire, pour un retrait total des armes nucléaires d'Europe et pour la dénucléarisation de la stratégie de l'Otan. Le 27 novembre prochain, ils invitent à se rendre en groupes, dans des dizaines d'endroits en Belgique, au bureau de police pour se déclarer « complices des actions de Bomspotting ».

Pour plus d'informations, s'adresser à wallonie@bomspotting.be ou au n° de gsm 0474/61.93.69

APPEL FINANCIER

ALERTE OTAN ne vit que par la volonté de ses sympathisants. Nous comptons toujours sur votre soutien financier, aussi minime soit-il. Ci-joint un bulletin de virement. Merci déjà de votre sympathie. Notre n° de compte : 068-2447491-14.

**Consulter le site
du Comité de
Surveillance OTAN**

<http://www.csotan.org/>

**Ont participé à la
réalisation de ce numéro**

Georges Berghezan, Roland Marounek,
Pierre Piérart, Claudine Pôlet, Jeannine
Pôlet, Marcel Poznanski.

ALERTE OTAN !

**Bulletin trimestriel
du Comité de surveillance OTAN**

Numéro 15 - juillet août septembre 2004

EDITORIAL

L'OTAN DEPLOIE SES TENTACULES DANS LE MONDE

En quelques semaines, les divergences entre les différents pays membres se sont réduites comme une peau de chagrin pour décider de l'intervention de l'OTAN en Irak. Le drapeau de l'Otan y est bien planté : le nombre de cadres otaniens chargés de former une armée irakienne selon les schémas de la Coalition est déjà passé de 70 à 3.000. Les missions prévisibles de ces militaires ne consisteront pas seulement en tâches de formation, mais également en participations directes aux interventions de l'armée irakienne ! Bien sûr, notre gouvernement répète que la Belgique n'y enverra aucun soldat, mais il donne un soutien logistique et financier. Et les 600 soldats belges qui sont partis en Afghanistan sont une sorte de caution pour les troupes non envoyées en Irak. Entre-temps, de nouveaux renforts de troupes débarquent en Afghanistan qui n'en finit pas d'être pacifié.

Mais la guerre n'est pas finie non plus dans l'ex-Yougoslavie où des militaires belges continuent à travailler sous les ordres de l'Otan : le procès intenté contre Milosevic par le Tribunal Pénal International tourne à la farce macabre et ne parvient pas à imposer la version du vainqueur ; et au Kosovo, comme en témoigne notre

délégation à son retour de voyage, le nettoyage ethnique est presque accompli sous l'égide des forces de l'Otan. Les nouveaux affrontements violents couvent.

Après la prise d'otages de Beslan, l'OTAN s'est déclarée solidaire de la Russie dans la lutte contre le terrorisme, mais cela ne l'empêche pas d'encourager tout ce qui peut contribuer à son éclatement, de s'installer à ses frontières, de la Lituanie à la Géorgie, et d'essayer de transformer la Tchétchénie en un nouveau Kosovo pour atteindre ce but.

Enfin, l'OTAN ne manifeste pas la moindre intention de changer sa stratégie nucléaire, dirigée par la puissance américaine. Nous sommes à la veille de la révision du TNP (Traité de non-prolifération nucléaire), et le désarmement nucléaire est entièrement bloqué. Par contre, l'Otan va investir 3 milliards de dollars dans le renouvellement de ses missiles et, en Belgique, on apprend que la modernisation des systèmes d'entreposage d'armes nucléaires à la base de Kleine Brogel va prochainement débiter.

Tout cela met en évidence l'urgence de répondre à l'appel du

**Belgique - Belgïe
P.P.
1050 Bruxelles 5
1/17024**

ADRESSE

Editeur Responsable
M.Poznanski: rue de Dublin, 31
1050 Bruxelles
Tél & fax : 02 511 63 10
info@csotan.org
Pour soutien:
Cpte n° 068-2447491-14

SOMMAIRE

Appel pour le Kosovo
voir page 2

Imposition du silence à Milosevic
voir page 3, 4, 5 et 6

**LE CAS MILOSEVIC AU TPIY
ET LE RESPECT DES DROITS
DE LA DEFENSE**
voir page 5

**Contre l'OTAN, mais pour quoi ?
L'armée européenne
est-elle une alternative ?**
voir page 6

**SOLIDARITE AVEC
HIROSHIMA ET NAGASAKI**
voir page 7

**COMMÉMORATION DE LA
TRAGÉDIE D'HIROSHIMA
ET NAGASAKI**
voir page 8

COMMUNIQUE
voir page 8

**Après la sanglante prise d'otages
en Ossétie du Nord
SOLIDARITE DE L'OTAN
AVEC LA RUSSIE ?**
voir page 9

Agenda
voir page 10

Appel pour le Kosovo

Cet appel a été rédigé et signé par les participants au voyage « pour rompre cinq ans de silence » dont Alerte Otan a largement rendu compte dans ses numéros précédents. Signalons aussi qu'un rapport complet de cette activité sera publié prochainement et que des conférences se tiendront en différentes villes du pays.

Cinq mois après les émeutes du 17 mars 2004 et cinq ans après l'intervention militaire de l'OTAN, nous avons séjourné au Kosovo du 14 au 22 août, afin d'y observer les conditions dans lesquelles vivent les minorités.

Nous avons constaté qu'en ce début de troisième millénaire s'y perpétuent de véritables ghettos, dans lesquels les minorités, dont les Roms, les Ashkalis, les Gorans et les Serbes, vivent au-dessous du minimum acceptable en matière de droits de l'homme.

Ces communautés ont disparu de villes comme Pristina (des 40.000 Serbes et Roms d'avant-guerre, il n'en reste plus un seul), Prizren (des 8.300 Serbes qui y résidaient avant la guerre, les quelques dizaines qui subsistent ont été chassés en mars avec la complicité active de la police albanaise qui en a battu plusieurs ; 3.000 à 4.000 Roms, sur les 6.000 avant-guerre, y demeurent toujours), Pec (9.000 Serbes y vivaient avant-guerre, plus un seul aujourd'hui) ou Djakovica (où 5 femmes serbes réfugiées dans l'église depuis 1999 ont dû être évacuées lors de l'incendie de ladite église en mars dernier). Ces communautés survivent dans quelques autres villes, enfermées dans des quartiers détruits, mais souvent réduites à leurs éléments les plus pauvres et les plus âgés. Elles ont connu une première vague de meurtres et d'expulsions en 1999, avec la complicité de la KFOR, sous commandement OTAN, dont certains contingents, comme les Allemands à Prizren ou les Hollandais à Orahovac, se sont conduits de façon inique, livrant la population serbe aux terroristes de l'UCK. Elles ont connu une seconde vague de "nettoyage ethnique" en mars dernier, à nouveau victimes des manquements des forces internationales à leur mission.

Il en est ainsi des Roms de Gnjilane, dont 350 seulement restent sur les 6.000 qui y résidaient avant-guerre, et où, des 8.000 qu'ils étaient, plus aucun Serbe ne reste. Il en est ainsi des Serbes de Gracanica, des villages autour de Gnjilane, de Strpce, d'Orahovac, de Velika Hoca et de Gorazdevac. Il en est ainsi des Gorans de Dragas, qui ne sont plus que 30 % dans une région où ils constituaient 50 % de la population et qui sont maintenant plus nombreux à Belgrade que dans leur région d'origine. Les Ashkalis, bien que de langue

maternelle albanaise, ont été chassés de nombreuses localités et notamment, en mars dernier, de Vucitrn où ils venaient de revenir à l'insistance de la mission de l'ONU qui administre la province.

Plus de 150 édifices chrétiens orthodoxes ont été détruits ou gravement endommagés depuis 1999, dont une trentaine en mars dernier. Parmi eux, nombreux sont ceux qui, bâtis il y a plus de sept siècles, appartenaient au patrimoine culturel de l'humanité et étaient placés sous la protection de l'UNESCO. Ce phénomène, de même que la destruction des cimetières chrétiens orthodoxes ou des mosquées naguère fréquentées par des Roms, témoigne d'une volonté d'éradication de toute présence non-albanaise au Kosovo.

La plupart des membres de minorités encore présents dans la province ne peuvent sortir de leurs ghettos, ne fût-ce que pour faire des courses ou accéder aux services publics : poste, école, hôpitaux, transport en commun. Ils ne peuvent parler leur langue – le serbo-croate, le romany ou même le turc – dans les lieux à majorité albanaise, par crainte d'être agressés. En août 2003, un jeune homme blessé à Gorazdevac, conduit à l'hôpital de Pec, a été achevé par une foule d'Albanais lors de son transport dans une voiture avec une immatriculation serbe (Marek Nowicki, Ombudsman, rencontré le 16 août à Pristina). Un autre jeune homme qui achetait un hamburger à Gracanica a été abattu à bout portant par des Albanais circulant en voiture dans la nuit du 5 au 6 juin derniers. Des retraités, emmenés en car à Pec pour y toucher leur pension, ont été lynchés et leur car brûlé par une foule de jeunes Albanais (le Père Sava, rencontré au monastère de Veliki Decani le 21 août). La liste pourrait s'allonger. Environ 3.300 personnes ont été enlevées au Kosovo, dont environ 2.000 civils serbes, depuis juin 1999, sans qu'on ne les ait jamais retrouvées, morts ou vivants. Il faut ajouter à cela que la population albanaise, dont 90 % vit dans la pauvreté et plus de 60 % est au chômage, est soumise à la loi du silence et à un régime de terreur imposé par les extrémistes. Dans ce contexte, des clans perpétuent des lois non écrites et d'un autre âge, qui priment sur le droit, et la mafia règne en maître et fait main basse sur tout ce qui a une quelconque valeur au

Kosovo.

Tout cela se déroule alors qu'une administration internationale est censée instaurer un état de droit au Kosovo et alors que les armées du monde dit démocratique sont censées y faire régner l'ordre et la paix civile, comme le prévoit la résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui mit fin à la guerre de 1999.

Nous avons pu constater que, sous le vernis démocratique et "multiethnique", un véritable pouvoir raciste et fascisant est en place au Kosovo. Dirigé en arrière-plan par le crime organisé, il pousse ses ramifications dans toutes les grandes villes d'Europe et d'Amérique du Nord.

Afin de ne pas perdre la face et achever leur mission sur le constat d'échec que s'attachent à formuler tous les observateurs rencontrés, les responsables internationaux, qui sont là-bas "pour gagner de l'argent et non pas pour perdre la vie" (le Père Sava), sont prêts, à brader dès que possible le statut final du Kosovo, au mépris de l'exigence préalable, posée par l'ONU elle-même, du respect des standards permettant l'instauration d'un état de droit et le retour des réfugiés. Ceci se réalisera probablement après les élections générales du 23 octobre, qui ne feront que cautionner des institutions permettant cette violation continue des droits de l'homme et un régime fondé sur la discrimination raciale la plus brutale.

Ce que nous avons constaté au Kosovo, en plus de ces perspectives inquiétantes, dans le cadre d'une Europe qui foule ainsi aux pieds les grands principes de la civilisation, nous incite à pousser un cri d'alarme et à lancer un appel aux consciences européennes.

Nous ne pouvons laisser se perpétuer un tel crime alors que les objectifs déclarés des pays occidentaux, lors de leur intervention "humanitaire" de 1999, étaient de mettre un terme au nettoyage ethnique et d'instaurer la démocratie au Kosovo.

Si cette situation se prolongeait, sans changement fondamental de l'action des pays occidentaux, de l'Union européenne, de l'OTAN et l'ONU, la guerre de 1999, et l'occupation qui y a succédé, auront eu pour conséquence de parachever une catastrophe humanitaire, qui risque de produire ses effets sur l'Europe toute entière, et au-delà.

Le 25 septembre 2004.

Quelques photos de la commémoration



Après la sanglante prise d'otages en Ossétie du Nord SOLIDARITE DE L'OTAN AVEC LA RUSSIE ?

Au lendemain de la prise d'otages de Beslan, le secrétaire général de l'Otan, Jaap de Hoop Scheffer a fait savoir publiquement la « solidarité de l'Otan avec la Russie pour faire face au terrorisme ». Une discrète réunion de responsables de l'Otan avec le gouvernement russe s'est également tenue, sans communication de son contenu.

On ne peut que trouver très suspecte cette manifestation de soutien, quand on connaît les manœuvres permanentes de surveillance des frontières de la Russie (dénoncées par Poutine lui-même dans une récente interview à des journaux occidentaux), d'encerclement de la Russie par les accords militaires avec l'Otan et les USA de la part des gouvernements des ex-républiques soviétiques, et les soutiens à peine cachés de dirigeants US et UE à tout mouvement se déclarant séparatiste au sein de la Fédération de Russie. (voir Alerte Otan n° 13 et 14).

Le gouvernement et les chefs militaires russes n'ont pas pris cette prise d'otages comme une simple question de « lutte contre le terrorisme ». Ils ont tout de suite mis en garde contre des tentations de retour à la guerre

froide : à qui d'autres que l'Otan, et surtout les USA, s'adressaient l'avertissement que la Russie est et restera une puissance nucléaire avec laquelle on ne doit pas jouer, et la menace de liquider les « terroristes » où qu'ils se trouvent dans le monde.

Ces preneurs d'otages de Beslan ne doivent pas être considérés comme un groupe de bandits tchéchènes, mais comme faisant partie d'une organisation internationale, sœur jumelle de celle de Ben Laden, avec ses bases arrières à la frontière de la Russie et de la Géorgie. Quand les militaires russes parlent d'attaquer ces terroristes, hors de la Russie, ils visent la Géorgie en particulier. Le nouveau gouvernement de Géorgie a été mis au pouvoir avec la bénédiction de l'Otan, des Etats-Unis, de l'Union Européenne. Il a déjà demandé la protection de l'Occident en cas d'attaques russes. Où ira la « solidarité » de l'Otan au moment des décisions ?

Pendant que l'Otan parle abstraitement de « lutte contre le terrorisme », les groupes de pression les plus agressifs agissent concrètement en son sein pour stimuler, financer, armer et même créer de toutes pièces, une série de

mouvements qui pourraient faire éclater la Fédération de Russie. On connaît déjà le soutien de la CIA et de plusieurs gouvernements américains donné à Ben Laden pour combattre en Afghanistan contre les Soviétiques. Il en fut de même avec l'UCK au Kosovo pour terminer l'éclatement de la Yougoslavie. Il n'en va pas autrement avec les Basaïev en Tchétchénie pour provoquer une crise majeure dans le Caucase et justifier une intervention américaine et y entraîner d'autres pays de l'Otan. (1)

Les médias en Europe ainsi que nombre d'associations se voulant humanitaires ou pour le droit à l'autodétermination, mais aussi des mouvements politiques se revendiquant de la gauche, entretiennent une lamentable confusion au sujet de la Tchétchénie et à propos des dramatiques événements de Beslan. Ils font passer ces criminels preneurs d'otages pour des espères de desperados, poussés à bout par « l'ogre russe » et ils cachent la véritable raison d'être de ces mercenaires : servir d'instruments pour provoquer des crises, aggraver des conflits et justifier de nouvelles interventions guerrières des USA et de l'Otan.

Claudine Pôlet

1.The Guardian du 8.9.04 publie un article très documenté de John Laughland (membre du British Helsinki Human Rights Group) (lisible en français sur le site <http://www.stopusa.be>)

Voir également le site du Réseau Voltaire, qui décrit le Comité américain pour la paix en Tchétchénie, dirigé par Z. Brzezinski (article du 8.9.04)

COMMEMORATION DE LA TRAGEDIE D'HIROSHIMA ET NAGASAKI

Compte-rendu de la journée du 7 août à Mons

Le samedi 7 août plusieurs mouvements pacifistes francophones et néerlandophones se sont réunis à l'Université de Mons pour commémorer le 59ème anniversaire de la tragédie d'Hiroshima et de Nagasaki.

La cérémonie a commencé par le recueillement des participants au Parc Hibakusha (ce mot japonais désignant les survivants de la catastrophe), de l'Université. Monsieur Keiji Matsushima, hibakusha japonais, venu en Belgique pour soutenir les actions néerlandophones, a profité de son voyage pour participer au colloque de Mons. Lui-même et une concitoyenne japonaise ont déposé des fleurs devant la stèle consacrée aux victimes d'Hiroshima et Nagasaki ainsi qu'à celles - plus nombreuses qu'on le croit - des 2000 essais nucléaires. L'arme nucléaire, destinée à des objectifs importants et concentrés, n'est pas une arme de champ de bataille, ce sont les villes qui seraient ses cibles privilégiées. Aussi les maires d'Hiroshima et de Nagasaki ont pris l'initiative de réclamer un agenda de désarmement nucléaire total à faire adopter par l'ONU. Un débat, dirigé par le Prof. Henri Firket, Président de l'AMPNG (Association Médicale pour la Prévention de la Guerre Nucléaire), sur la nécessaire solidarité avec eux, de la part des bourgmestres belges, s'est déroulé dans l'amphithéâtre Plisnier de l'Université. Plusieurs bourgmestres wallons s'étaient fait représenter et d'autres s'étaient fait excuser. La journée s'est terminée par une manifestation au SHAPE pour réclamer la prohibition des armes nucléaires.

Nous espérons une mobilisation massive des communes de Belgique afin d'assurer la survie du TNP dont plusieurs articles sont menacés par plusieurs puissances nucléaires et surtout par la politique affirmée de la principale d'entre elles.

Amicalement, Professeur Pierre Piérart et Professeur Henri Firket Vice-Président et Président de l'AMPNG.

COMMUNIQUE

Réunies à l'Université de Mons le 7 août 2004 pour commémorer le 59^e anniversaire des bombardements nucléaires de Nagasaki et Hiroshima, en présence de M. Keiji Matsushima, survivant de la catastrophe d'Hiroshima, les associations néerlandophones et francophones citées ci-dessous et les participants :

1. décident de renforcer leur collaboration pour obtenir des avancées décisives quant au désarmement nucléaire des grandes puissances et pour que l'article 6 du Traité de Non Prolifération (TNP) soit mis en œuvre sans délai lors de la révision de ce Traité en mai 2005 à l'ONU ;
2. décident d'obtenir une large adhésion des bourgmestres de leurs villes et communes à la déclaration du maire d'Hiroshima qui propose un plan d'action pour un désarmement complet en 2020 ;
3. veulent obtenir de ces autorités qu'elles participent à l'information et la mobilisation de leurs opinions publiques en leur rappelant la menace des armes nucléaires ;
4. exigent que les essais nucléaires en vue de perfectionnement (mininukes etc..) soient arrêtés et que le traité d'interdiction à ce sujet soit ratifié par tous les pays pour permettre la mise en place des structures de contrôle ;
5. exigent que la Belgique respecte ses obligations selon le Traité et obtienne de l'OTAN l'évacuation des armes nucléaires illégalement stockées sur son territoire ;
6. insistent d'une façon générale sur le respect de l'avis de la Cour internationale de justice de La Haye (juillet 1996) qui déclare l'emploi et la menace d'emploi des armes nucléaires illégaux selon les lois internationales.

**L'Association des Médecins pour la Prévention
de la Guerre nucléaire (AMPNG)**
**L'Association des Etudiants pour la Prévention
de la Guerre nucléaire (AEPNG)**
Voor Moeder Aarde

Mouvement Chrétien pour la Paix (MCP)
Comité Surveillance OTAN (CSO)
Stop USA
Abolition 2000
Euromed

Reportage photos du voyage au Kosovo



réfugiés serbes
du Kosovo dans
des baraque-
ments à Poze-
ga, dans l'ouest
de la Serbie



maison serbe incendiée à Lipljan en mars
2004 ; les quelques familles serbes
restantes vivent derrière des barbelés
et n'ont plus foulé l'asphalte de la ville
depuis le printemps !



fillettes serbes de Lipljan



monastère des Sts-Archanges,
près de Prizren ; la KFOR
(sous commandement OTAN) interdit
qu'on en photographie les ruines.



l'imposante église de St-Georges,
gravement endommagée en mars,
dans le centre de Prizren



la mahala rom de Mitrovica, le plus grand
quartier rom (7.000 habitants)
jusqu'en juin 1999, quand elle a été
totalement détruite par l'UCK sous
le regard des soldats français



le marché hebdomadaire de Dragas,
foyer des Gorans, Slaves musulmans
dans l'extrême sud du Kosovo ;
en arrière-plan, une des 2 usines textiles,
détruite lors des bombardements
de l'OTAN de 1999 ; la seconde a été
fermée par les nouveaux occupants
peu après ; depuis, plus de 90 %
des Gorans sont au chômage
et émigrent massivement

Voir le reportage photos complet sur le site www.csotan.org

Imposition du silence à Milosevic

Le simulacre de procès de La Haye
tourne à la farce complète

"Non, non", s'écria la Reine de Cœur. "La condamnation d'abord, le jugement ensuite"

La presse a accueilli dans une remarquable discrétion un événement d'une portée pourtant considérable : Le TPIY privait Milosevic du droit de se défendre en personne, et effectuait ainsi un retour saisissant aux pratiques des Tribunaux de l'Inquisition. Non seulement, le dit 'Tribunal' bafoue ses propres règles, mais même ses propres arguments contre une telle forfaiture, ainsi que le montre un rapport du *British Helsinki Human Rights Group* [1].

Un sérieux problème se pose avec ce 'procès' : les charges principales accumulées contre Milosevic n'arrivent pas à être étayées matériellement, malgré des moyens colossaux mis à disposition de l'accusation. Un des thuriféraires du TPIY a exprimé parfaitement le désarroi actuel de ceux qui avaient salué avec enthousiasme l'inculpation de Milosevic comme une 'avancée majeure pour la justice et l'humanité' : *"Ce serait mieux si Milosevic mourait en cellule, parce que si le procès suivait son cours il pourrait bien n'être condamné que pour des charges mineures"* [2].

Imposition du silence à Milosevic

(Suite de la page 3)

En se défendant lui-même, en menant en personne ses contre-interrogatoires, Milosevic a réussi à dénoncer l'inconsistance des charges et la nature politique du procès. Puisqu'il ne consent pas à mourir, la seule solution pour arriver coûte que coûte à obtenir un verdict de culpabilité est de le faire taire.

La faillite du « procès du siècle »

Les 295 témoins qui se sont succédés pendant ces deux années de procédure consacrée à l'accusation « ne se sont pas montrés très convaincants », pour dire le moins. Plus inquiétant, certains se sont avérés être tout simplement des imposteurs, produisant des faux; Rade Markovic, ancien chef des services secrets serbes, a révélé avoir été soumis à la torture et aux pressions pour déposer contre son ex-patron; l'épisode burlesque du témoignage du général Clark a mis clairement en lumière la servilité du dit 'Tribunal' vis-à-vis de ses employeurs réels [3].

Malgré ses 400 enquêteurs, l'accusation a été à ce point à court d'éléments concrets qu'elle a fait produire des témoins qui ont soutenu l'un avoir été sauvé par Dieu d'un tir de mitrailleuse lourde, exhibant pour preuve sa chemise criblée de trous de balles, un autre encore jurer mordicus avoir vu de ses yeux les militaires serbes tuer des victimes de Racak en arrachant leur cœur avec un couteau - malgré que rien de cela n'apparaisse à l'autopsie. Milosevic a été suffisamment habile pour démasquer complètement un Ratimir Tanic, présenté comme un *insider* (appartenant au cercle intime du président), et qui s'est emmêlé lamentablement dans ses mensonges. « *Je savais que Ratimir était assez cinglé pour demander à témoigner et pour le faire, mais je n'avais pas pressenti que ces gens auraient été assez stupides pour le prendre comme témoin.* », a déclaré l'ancien président du parti dont se prétendait membre Tanic.

On comprend mieux qu'un silence gêné a rapidement couvert les rapports de Tribunal dans les médias. Et que ce qu'on avait présenté en fanfare comme devant être le procès du siècle, où l'on devait juger 'le Boucher des Balkans' des pires crimes contre l'Humanité, passe complètement sous silence est déjà un aveu de faillite en soi.

Devant toute juridiction réelle, face à l'absence évidente de tout élément concret de preuve, l'accusé devrait être acquitté, sans doute avec excuses et dédommagements. Mais il devient de plus en plus évident qu'on n'a pas affaire à un tribunal réel. Il est de plus en plus apparent que le Tribunal Pénal de La Haye a autant de valeur que celui mis sur pied par les Conquistadores, qui avait condamné à mort le Grand Inca, reconnu coupable entre autres charges 'd'avoir exterminé cruellement ses ennemis'. L'Histoire n'a pas retenu quelle a été sa défense. Elle a par contre très bien retenu où ranger ce genre de parodie.

Avec la décision de réduire l'accusé au silence, le 'Tribunal' a définitivement perdu toute prétention à une quelconque légitimité. Notons que le prétexte avan-

cé – éviter que le procès ne soit bloqué – a été comiquement aussitôt pris en défaut : suite à la décision, les témoins de la défense refusent les uns après les autres de venir jouer leur rôle dans cette comédie, provoquant le blocage de la procédure, et les avocats imposés font appel contre la décision les ayant nommés.

Rendons néanmoins justice au 'Tribunal' : Dès 1999, en refusant d'ouvrir une enquête contre les crimes de l'OTAN, le 'Tribunal' avait déjà démontré qu'il n'était qu'un instrument politique, qui n'avait qu'un rapport lointain avec la justice. Dommage, parce que là, il aurait eu droit à de véritables preuves de crimes de guerre.

Juges et criminels...

Irak, 2 octobre 2004 : L'armée US annonce triomphalement avoir repris la ville de Samara au prix d'une centaine de morts irakiens. Au centre-ville, des snipers américains postés sur les toits des immeubles tiraient sur tous ceux qui s'aventuraient dans les rues. 28 septembre 2004 : Bombardement du bidonville de Sadr-City; des dizaines de victimes, dont 15 femmes et 9 enfants. Se rappelle-t-on que l'armée US a massacré à Falloujah plus de 600 personnes en avril dernier, pour venger la mort de 4 mercenaires ?

Combien de 'Racak' pourrait-on produire en Irak chaque jour ? Depuis le début de l'invasion, les estimations les plus basses évoquent au moins 12.000 civils irakiens, sans doute un chiffre grossièrement sous-estimé – comme disait Colin Powell quand on l'interrogeait sur le nombre d'Irakiens morts durant la première guerre du Golfe "ce n'est pas un chiffre qui m'intéresse terriblement". De leur propre aveu les GI's dans leur progression vers Bagdad ont tiré indistinctement sur tout ce qui bougeait, comme dans un jeu vidéo.

Milosevic est-il blanc comme neige, l'armée yougoslave n'a-t-elle pas commis des crimes ? Il n'existe pas, à part dans les contes pour enfants, ou les séries US, de conflit avec des anges d'un côté et des démons de l'autre. Mais on peut se demander quelles auraient été la réaction et les mesures prises par n'importe quel dirigeant au monde face à d'authentiques terroristes, dont on connaît maintenant les liens avec la CIA^[5]. On en a une saisissante idée avec les exactions et les massacres commis par les *libérateurs* en Irak. La force multinationale écrase la résistance de manière aveugle en pilonnant des quartiers d'habitations. Le gouvernement britannique, attaqué en justice par les familles d'Irakiens assassinés par les soldats britanniques, vient d'ailleurs de déclarer que la Convention européenne sur les droits de l'Homme "n'a jamais été prévue pour s'appliquer dans les circonstances du chaos irakien."

Que ce soit ceux-là qui se déclarent chargés de juger des crimes de leurs victimes ressemble à une plaisanterie de mauvais goût.

Quel que soit le jugement que nous portons sur

(Suite page 5)

SOLIDARITE AVEC HIROSHIMA ET NAGASAKI.

(Cet article est paru dans La Libre Belgique)

Pour la 59^{ème} fois nous commémorons l'anniversaire des bombardements de Hiroshima et Nagasaki (les 6 et 9 août 1945) qui ont causé la mort, fin 1945 respectivement de 140.000 et 74.000 Japonais dont la grande majorité étaient des civils.

Cette même année nous aurions pu rappeler le 34^{ème} anniversaire du Traité de Non Prolifération (TNP), entré en vigueur le 5 mars 1970, qui doit être révisé en 2005 et dont le sort est de plus en plus préoccupant.

Bien qu'incompatible avec le droit international, le TNP a permis et permet aux cinq puissances nucléaires (Etats Unis, URSS, Grande Bretagne, France et Chine) de poursuivre le perfectionnement de leur arsenal, tout en interdisant à tous les autres pays la production, la menace de leur emploi et l'emploi d'armes nucléaires. Il s'agit là d'un véritable apartheid nucléaire entre d'une part les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et d'autre part le reste de la communauté internationale.

Pendant toute la guerre froide la course aux armements nucléaires a pris des proportions inimaginables suite à la production des milliers de bombes dont la puissance équivalait à des centaines de milliers d'Hiroshima. Une très petite partie de ces arsenaux a été utilisée pour effectuer plus de 2000 essais nucléaires dans l'atmosphère, sous l'eau, dans l'espace et sous terre. Ces essais nucléaires ont provoqué de très nombreux morts et handicapés chez les militaires exposés aux explosions ainsi que chez les autochtones des régions où s'effectuaient ces essais. La pollution radioactive, engendrée principalement dans l'hémisphère nord par les essais aériens (il y a même eu des expériences sur des humains consistant à déterminer les doses d'intoxications létales après injection d'éléments fissiles), a provoqué des protestations qui ont enclenché diverses négociations conduisant, entre autres, au Traité d'Interdiction Partielle des Essais Nucléaires en 1963 (PTBT) et au TNP signé en 1968 et entré en vigueur en 1970.

Depuis cette dernière date six conférences ont eu lieu tous les cinq ans, afin d'amender les articles de ce traité. C'est l'article VI qui stipule que les parties du TNP doivent s'engager à poursuivre des négociations pour mettre fin à la course aux armements et pour signer le plus rapidement possible un traité de désarmement nucléaire sous contrôle international strict et efficace, ce qui pose des problèmes politiques et techniques extrêmement complexes. Néanmoins lors de la sixième conférence de révision en l'an 2000 les puissances nucléaires s'étaient engagées sans ambiguïté à procéder à ce désarmement.

Malheureusement dès 1999 le Congrès américain a refusé de ratifier le Traité d'Interdiction Total des Essais Nucléaires (CTBT signé en 1996 par Bill Clinton avec le stylo utilisé par Kennedy en 1963 pour signer le PTBT) et la situation s'est aggravée avec l'arrivée du Président G.W. Bush qui a fait savoir qu'il ne désirait plus souscrire à l'article VI du TNP.

La situation est telle que la conférence de 2005 pour la révision du TNP risque d'être catastrophique au point de compromettre l'existence de ce Traité en ce qui concerne le désarmement nucléaire, c'est-à-dire l'article VI.

Il est donc indispensable pour les Organisations Non Gouvernementales (ONG) de se mobiliser en soutenant l'initiative des Maires d'Hiroshima et de Nagasaki qui, à l'instar de la Coalition pour un Nouvel Agenda (NAC) formée par la Suède, l'Irlande, le Mexique, le Brésil, l'Egypte, l'Afrique du Sud et la Nouvelle Zélande, proposent un désarmement nucléaire mondial total et programmé dans le temps.

Cette mobilisation de base pourrait, dans les circonstances actuelles, avoir un impact plus efficace que les votes concernant les propositions de l'Assemblée Générale des Nations Unies dont une partie est gangrenée notamment par les membres de l'OTAN qui rejettent certaines résolutions en faveur du désarmement comme les Etats Unis, et même parfois la Grande-Bretagne et la France.

Pour cela il faut que le réseau proposé par les maires d'Hiroshima et de Nagasaki rassemble des milliers de cités et municipalités afin de faire comprendre aux gouvernements occidentaux, au Japon ainsi qu'à la Commission de l'Union Européenne qu'il est indispensable d'inscrire, dans les constitutions, l'abolition de l'arme nucléaire. Rappelons en outre que le réseau « Abolition 2000 » souhaite que les écoles et les universités développent des programmes d'éducation à la paix afin de prémunir les futures générations contre la logique de guerre toujours très vivace au sein de l'OTAN et de l'Union Européenne.

Un deuxième point qui nous semble important est l'article VII du TNP qui stipule « *Aucune clause du présent Traité ne porte atteinte au droit d'un groupe quelconque d'Etats de conclure des traités régionaux de façon à assurer l'absence totale d'armes nucléaires sur leur territoires respectifs* ». Cet article appliqué par les cinq membres de l'OTAN qui hébergent des armes nucléaires (Allemagne, Belgique, Italie, Pays-Bas et Turquie), constituerait un complément remarquable au Traité de Tlatelolco, signé en janvier 1967 à Mexico par 23 pays de l'Amérique du Sud déclarée zone dénucléarisée et au Traité de Rarotonga (Nouvelle Zélande) signé en août 1985, faisant de même pour tout le Pacifique Sud. Ajoutons à ces deux Traités celui de Pelindaba, signé au Caire en avril 1996, qui interdit toute guerre nucléaire sur le territoire africain.

En conclusion nous retiendrons deux processus importants de désarmement nucléaire pour soutenir le TNP :

- 1) Celui initié par les maires d'Hiroshima et de Nagasaki qui, avec les Hibakusha (irradiés de ces deux villes), luttent pour le désarmement nucléaire en l'absence d'un soutien gouvernemental et qui renforcerait également les propositions de la NAC
- 2) L'application de l'article VII par les cinq membres de l'OTAN qui « possèdent l'arme nucléaire » avec la complicité de leurs gouvernements soumis à la pression des Etats Unis par le truchement de traités secrets avec l'OTAN.

Pierre Piérart

(Suite de la page 5)

obstinément de voir, et qui se trouve pourtant sous leurs yeux. : de la Bosnie, du Kosovo, à l'Irak, on a d'un côté l'établissement durable de bases militaires US, et de l'autre l'imposition du libre-échange et de l'économie de marché. Et cela en suivant singulièrement les routes menant aux principales ressources énergétiques mondiales. Ainsi le résultat concret du Kosovo et des guerres de Yougoslavie précédentes, c'est d'une part un chapelet de bases militaires US en Bosnie, Croatie, Albanie, jusqu'à l'énorme base de Camp Bondsteel, et d'autre part le pillage colonial appelé 'libéralisation du marché'.

Ceux qui en doutent encore devraient prendre connaissance des déclarations du Général Clark un an après l'agression : « *La bonne chose émergeant du Kosovo est que le monde devrait être maintenant prévenu. L'OTAN peut et fera tout ce qui est nécessaire pour défendre les intérêts occidentaux vitaux* » Il faisait écho au président Clinton, qui laissait échapper en mars 1999 : « *Si nous voulons des relations économiques solides, nous permettant de vendre dans le monde entier, il faut que l'Europe soit la clé... C'est de cela qu'il s'agit avec toute cette chose du Kosovo* ». Comme on voit, les motifs humanitaires agités en leurre sont décidément bien loin...

Et il n'y a sur ce plan strictement aucune différence entre les 'néos-cons' arrogants de l'administration Bush, et les 'colombes' démocrates. L'immense vague

populaire qui s'était élevée contre la guerre l'année passée doit à présent rester canalisée contre Bush et son administration, pour être rendue inoffensive : ce sont eux les responsables des regrettables erreurs de la guerre contre l'Irak, mais tout pourrait rentrer dans l'ordre si Bush était remplacé par Kerry, qui a l'air aussi brave que Clinton, sans doute moyennant un meilleur partage du butin. C'est pourquoi il est nécessaire que l'opinion occidentale demeure convaincue que cette agression-là était juste, et, a contrario, c'est pourquoi il est nécessaire pour nous de se mobiliser autour du procès de Milosevic. Non pour l'issue qui est sans doute déjà décidée, mais parce qu'à travers lui, on vise la cause des agressions occidentales est, et pas un épouvantail Bush de service. Roland Marounek

1. http://www.csotan.org/textes/texte.php?type=TPI&art_id=70
2. Dr James Gow, cité par J. Laughland : <http://www.slobodan-milosevic.org/news/spectator071004.htm>: Le Dr Gow est un « expert en crimes de guerre », premier témoin à charge cité au TPIY, auteur d'ouvrages sur le conflit yougoslave, dont « *Le Projet serbe, une stratégie de crimes de guerre* ».
3. voir le dossier consacré au TPIY sur le site du CSO : <http://www.csotan.org/textes/textes.php?type=TPI>
4. voir par ex. <http://www.swans.com/library/art5/zig036.html>
5. voir par exemple l'article du Sunday Times : 'La CIA reconnaît avoir aidé l'UCK', 12/03/2000, <http://www.anti-imperialism.net/lai/texte.php?langue=1§ion=BBBG&id=6736>
6. Edvard Benes était le président de la république tchécoslovaque de 1935 à 1938. Le gouvernement tchèque de l'époque fut accusé par les nazis de graves discriminations et exactions contre la minorité germanophone des Sudètes, conduisant aux Accords de Munich et au dépeçage de la Tchécoslovaquie. Toute ressemblance avec Rambouillet et l'intervention humanitaire au Kosovo.....

(Suite de la page 4)

Milosevic, nous devons prendre conscience que le problème n'est pas du tout les crimes réels ou supposés de Milosevic, exactement de la même manière qu'en d'autres temps la question n'était pas celles des crimes éventuels de Benes [6], ou ceux du Grand Inca.

L'enjeu réel du procès Milosevic

Selon la vision de l'histoire du monde dont les médias nous imprègnent jour après jour, la cause fondamentale des problèmes de la planète, c'est la méchanceté de quelques-uns, que les Bons (les USA et l'Occident) doivent perpétuellement combattre. Les Méchants s'obstinent inexplicablement à "défier la Communauté Internationale". Et comme dans les meilleurs films de super héros, celle-ci est finalement obligée d'utiliser ses super-pouvoirs (bombes à fragmentation, uranium appauvri...) pour mettre en échec les plans machiavéliques du Méchant, pour le triomphe du Bien, de la Liberté et de la Démocratie. « *La guerre contre les Serbes n'est plus un simple conflit militaire. C'est*

une bataille entre le Bien et le Mal, entre la Civilisation et la Barbarie », déclarait Tony Blair pendant l'agression de 1999.

Le réservoir de Méchants prêts à défier le Bon tout-puissant semble aussi inépuisable que dans les comic-strips. Aussitôt Saddam-Rastapopulos attrapé, voilà Sadr-Rastapopulos qui sort de sa boîte. De raids aériens en bombardements, d'invasions en occupations, l'humanité est à coup sûr en train de progresser vers un monde merveilleux, même si c'est de plus en plus difficile à remarquer.

L'objet de cette fable a pour fonction réelle de masquer les intérêts économiques des agressions, autrement plus terre-à-terre.

Et dans cette optique, le procès de Milosevic prend une importance tout à fait singulière. : l'effondrement des charges contre Milosevic, la reconnaissance de leur inconsistance, mettrait en pleine lumière ce qui se cachait derrière, ce que les fervents croyant en l'histoire merveilleuse de l'Occident humanitaire refusent

(Suite page 6)

APPEL A SIGNER LA DECLARATION CI-DESSOUS

LE CAS MILOSEVIC AU TPIY ET LE RESPECT DES DROITS DE LA DEFENSE

Le jeudi 2 septembre, les juges du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), siégeant à La Haye, ont pris la décision d'empêcher l'ancien président Slobodan Milosevic d'assurer lui-même sa défense et lui ont imposé les « services » de deux avocats travaillant pour le compte dudit tribunal. Les juges ont motivé leur décision en invoquant l'état de santé de l'accusé. Il convient de noter que, dès son transfert à La Haye, le 28 juin 2001, et sans relâche jusqu'aujourd'hui, l'accusé a manifesté l'intention de se défendre lui-même face à une institution qu'il estime être illégale et qu'il considère comme une création purement politique.

Se disant soucieux d'achever le procès d'ici un an, les juges ont pris la mesure d'interdire à l'ancien président élu de la Yougoslavie de se défendre lui-même comme il l'entendait. D'autres motivations semblent cependant affleurer : ainsi, l'avant-veille de la décision, des responsables du TPIY ont laissé entendre qu'il s'agissait de la seule solution pour éviter que l'accusé politise le procès.

Après plus de deux ans de procédure consacrée à l'accusation, celle-ci venait de reprendre le 31 août et Slobodan Milosevic s'était, de l'avis unanime des médias, montré particulièrement vigoureux, en contradiction avec l'évaluation de son état de santé évoquée par les juges. Il avait notamment dénoncé le rôle des puissances occidentales et leurs intérêts géopolitiques dans le démantèlement de la Yougoslavie et comptait convoquer comme témoins ceux qui les dirigeaient lors de la décennie écoulée.

Nous craignons que, loin d'être motivée par une quelconque sollicitude pour la santé de l'accusé ou par le souci d'une procédure efficace, la décision des juges du TPIY ait pour seul objectif d'empêcher que, dans la salle d'audience de La Haye – et au-delà, dans l'opinion publique yougoslave et internationale-, on puisse entendre une autre version de l'histoire des guerres balkaniques que celle, « officielle », présentée par le procureur du Tribunal.

Sans qu'il soit opportun d'évoquer ici l'éventuelle responsabilité de l'ancien Président Milosevic dans le déclenchement, la prolongation et les effets des guerres ayant marqué le dépeçage de la Yougoslavie fédérale et multiethnique, nous dénonçons la violation, flagrante et sans précédent, des droits de la défense de l'accusé commise le 2 septembre par le TPIY et réclapons que cette mesure, indigne d'un procès équitable, soit annulée dans les plus brefs délais.

(Cette déclaration est déjà parue dans plusieurs journaux belges, avec les premières signatures – dont celles de G. Berghezan, Jean Bricmont, Vladimir Caller, le CSO. Si vous souhaitez y joindre la vôtre, faites-le nous savoir par e-mail à info@csotan.org)

Contre l'OTAN, mais pour quoi ? L'armée européenne est-elle une alternative ?

J'avais vingt ans dans les années 60. Nous combattions pour la suppression de l'armée ou pour au moins une sérieuse réduction du budget de l'armée. Nous demandions le départ des troupes américaines basées en Belgique. Notre cœur balançait entre un pays sans armée et une défense nationale réduite au minimum. C'était la guerre froide et la propagande voulait faire croire que les Russes allaient envahir l'Europe.

La guerre de Corée avait suscité une panique : la 3^{ème} guerre mondiale était à nos portes.

1956, le Moyen-Orient s'enflamme. Israël envahit une partie de l'Egypte jusqu'au canal de Suez, les Français et les Britanniques occupent le canal. Les Soviétiques menacent d'intervenir, rebolote : la population croit à nouveau à la 3^{ème} guerre mondiale.

Si la guerre d'Algérie mobilise le mouvement de la Paix, la population pense en général à la nécessité d'une défense et l'Alliance atlantique donne l'impression d'une protection. La conscience du rôle

agressif de l'OTAN et de son contrôle par les Américains est apparue quelques années après l'installation des sièges politique (Evere) et militaire (Casteau) en Belgique. D'un côté, ce fut une manne financière : de nouveaux emplois, construction accélérée d'autoroutes, d'immeubles, etc. Mais de l'autre, nous devions soutenir l'augmentation de divers budgets au profit de cette institution militaire.

La guerre du Vietnam politise la jeunesse avec l'aboutissement de mai 68.

Entre-temps, les essais nucléaires en surface sont allés bon train. Quand ils sont interdits et que les essais deviennent souterrains, le mouvement de paix se démobilise progressivement..

La prise de conscience du rôle de l'OTAN apparaît, la revendication est : « quittons l'OTAN - OTAN hors de Belgique ».

Avec l'installation de missiles en Belgique, le mouvement de la paix atteint son apogée. A nouveau, avec leur retrait, le mouvement de paix se dégonfle comme une baudruche.

Avec Kouchner, l'OTAN va prendre une nouvelle dimension : le « droit d'intervention humanitaire ». L'OTAN donne une image d'aide aux populations en détresse.

L'effondrement de l'URSS marque la fin de l'équilibre de la terreur ; l'OTAN va changer de nature, elle n'est plus une alliance défensive, elle devient une alliance de contrôle du monde.

Par ailleurs, l'Europe s'unifie économiquement, mais elle n'arrive pas à unifier les armées nationales, pour les fondre dans une armée européenne, elle n'arrive pas à construire une politique extérieure unique et indépendante. Ces armées sont assujetties à l'OTAN avec une impossibilité de s'unifier en dehors de cette institution malgré une série de tentatives. L'obstacle est l'allégeance à Washington, variable selon les pays..

Nous étions contre une armée nationale, pouvons-nous être aujourd'hui pour une armée européenne ?

Faut-il une défense nationale ? Si oui, laquelle ? De quelle nature ? Pour contrer quelles menaces ?

Nous ouvrons un débat, vous pouvez intervenir dans notre forum de discussion <http://www.csotan.org> info@csotan.org

Marcel Poznanski